

## Reguina Hatzipetrou-Andronikou

### L'institutionnalisation de la sociologie en Grèce

La sociologie grecque en tant que discipline officiellement reconnue est très récente. De fait, c'est seulement depuis 1974, date du rétablissement de la démocratie dans le pays, qu'elle bénéficie d'un statut institutionnel, stable et garanti. Plus précisément, nous pouvons même parler d'une période d'institutionnalisation allant de 1974 à 1984, date de la création du premier département universitaire de sociologie à l'université de Panteion, à Athènes. Durant cette période, on assiste à l'émergence d'une sociologie institutionnelle avec la reconstruction d'un centre national de recherches sociales, la création de chaires de sociologie dans plusieurs universités, la publication de revues, l'introduction de la sociologie comme matière enseignée dans les lycées, la constitution d'une Association des Sociologues grecs et, enfin, la création d'un diplôme universitaire de sociologie.

Pour mieux comprendre ce processus, nous questionnerons d'abord l'histoire de la sociologie en Grèce en se concentrant sur les trois périodes principales : l'émergence d'une sociologie issue d'un cercle d'intellectuels et d'hommes politiques réformateurs du début du siècle (1916-1936) ; la création, sur l'initiative de l'UNESCO, du premier centre de recherches sociales (1959-1967) ; l'avènement de la sociologie comme discipline universitaire (1974-1984). Nous verrons donc que cette histoire, faite de discontinuités et de ruptures, va de pair avec l'histoire du pays au 20<sup>ème</sup> siècle.

Les caractéristiques de cette tradition nationale en sociologie se complètent par les

résultats d'une enquête réalisée auprès d'agents du champ sociologique grec qui ont participé à l'institutionnalisation de la discipline. L'étude de leurs trajectoires sociales et académiques rend compte des conditions de construction de la sociologie en tant que discipline universitaire en Grèce. La formation à l'étranger et l'influence des pays et des universités d'études ainsi que le contexte historique national et international sont des facteurs importants pour l'analyse de la période d'institutionnalisation de la sociologie.

#### *1. Du début du 20<sup>ème</sup> siècle jusqu'à 1950 : les précurseurs*

Au début du 20<sup>ème</sup> siècle, au moment où les sociologues « classiques » européens avaient déjà publié une grande partie de leur œuvre et où des enquêtes socio-statistiques étaient de plus en plus nombreuses dans les pays anglo-saxons, les discussions théoriques sur la société en tant qu'objet historique et empiriquement observable par la nouvelle science n'étaient pas encore parvenues à l'université grecque. D'ailleurs, un des premiers sociologues grecs, P. Kanellopoulos, a écrit à ce sujet dans son autobiographie : « La sociologie était inconnue à l'université, mais connue dans le cercle qu'avait fondé Papanastasiou en 1908 »<sup>1</sup>.

En fait, P. Kanellopoulos faisait référence ici à la « Société Sociologique » fondée par Alexandros Papanastasiou, homme politique de premier plan, et ses compagnons grecs intellectuels de Berlin, qui partageaient avec lui les mêmes idées libérales et le même souci de modernisation de la Grèce. Cette Société avait pour but principal la reconnaissance de la garantie pour tous de conditions également favorables au développement de la personnalité de chacun en tant que principe politique. Dans l'acte fondateur de cette société, nous pouvons voir clairement le rapprochement établi entre, d'une part, le

---

<sup>1</sup> P. Kanellopoulos, *Ma vie*, Athènes, D. Giallelis, 1985, p. 33.

questionnement scientifique sur la sociologie et, d'autre part, la réflexion politique. Nous retrouvons alors dans les activités de cette Société ce double caractère, à la fois scientifique/théorique et politique/pratique. D'ailleurs, ses membres étaient en règle générale des militants socialistes qui liaient leur idéologie politique avec leur réflexion sociologique. Cependant, malgré le lien étroit avec une pensée politique, la fondation de cette Société est considérée comme le point de départ de l'histoire de la sociologie en Grèce et la revue scientifique qu'elle publie, la « Revue des Sciences Juridiques et Sociales », comme le premier périodique sociologique en Grèce.

Par conséquent, il semble significatif pour notre propos de retracer la trajectoire du fondateur de la « Société Sociologique ». Originaire d'Arcadie dans le Péloponnèse, au sud du pays, fils de juriste, enseignant et député, A. Papanastasiou fait ses études et son doctorat (1899) en droit à l'Université d'Athènes et poursuit ses études en sociologie, philosophie et économie aux universités de Heidelberg et de Berlin. Il achève son parcours universitaire à Londres et à Paris et rentre en 1907 à Athènes où il débute sa carrière politique. En 1910, il est élu député, puis devient Ministre et Premier Ministre mais, dans le contexte politique agité de l'époque, il sera également détenu à la prison de Aigina<sup>2</sup>. Appartenant à la mouvance de E. Venizelos<sup>3</sup> qui incarnait à l'époque une certaine vision libérale de la politique, Papanastasiou a vivement soutenu le besoin d'une union des pays européens pendant qu'il était président du Bureau pour la Paix Internationale à la Société des Nations. Sur le plan national, il a également été un homme politique novateur et un penseur d'avant-

garde, dont les propositions ont été reprises des décennies plus tard<sup>4</sup>.

L'engagement explicite du fondateur de la « Société Sociologique » dans la politique, d'une part, et le rapprochement établi entre le questionnement scientifique sur la sociologie et la politique d'autre part, donnent à suggérer que dans ses premiers pas en territoire grec, la sociologie chemine côte à côte avec la pensée politique libérale. On pourrait même parler d'une sorte d'alliance entre la sociologie et la demande de changement social, ce qui a fait d'elle plus un mouvement qu'une science. Cette dimension, de même que le rapport de la sociologie avec le socialisme, l'a rendue « suspecte » aux yeux des plus conservateurs. Il semble d'ailleurs probable que Papanastasiou ait senti ces réticences envers la sociologie puisque en 1916 il crée, avec D. Kalitsounakis<sup>5</sup> et, plus tard, P. Kanellopoulos, une autre société, la « Société des Sciences Sociales et Politiques » ayant comme but le développement d'une sociologie basée sur la neutralité axiologique<sup>6</sup>, comme ceci est exprimé dans le nouveau périodique publié par cette société, la « Revue des Sciences Politiques et Sociales ».

L'émergence de la sociologie en Grèce est donc arrivée par le champ politique et le champ intellectuel de l'époque qui pouvaient se recouper entre eux quant aux agents qui les constituaient. Cependant, l'entre-deux-guerres a été une période pendant laquelle s'effectue un plus grand mouvement autour de la sociologie et des sciences sociales, notamment avec la création par D. Kalitsounakis de la revue « Archive des

<sup>2</sup> Lieu d'enfermement des dissidents politiques au début du 20<sup>ème</sup> siècle.

<sup>3</sup> Homme politique libéral de premier plan et Premier ministre du début du 20<sup>ème</sup> siècle.

<sup>4</sup> Par exemple, il militait en faveur du mariage civil, du droit de vote des femmes, de la protection des mères et des enfants nés hors mariage, de la création d'un système de sécurité sociale, de l'abolition de la peine de mort et de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

<sup>5</sup> Juriste, professeur de l'économie politique à l'université d'Athènes, membre du gouvernement de A. Papanastasiou.

<sup>6</sup> Cf. J. Lambiri-Dimaki, *La sociologie en Grèce aujourd'hui*, Athènes, Papazisis, 1987, p. 19.

Sciences Économiques et Sociales » en 1921, dans laquelle des articles de sociologie, ainsi que des traductions de Durkheim, en 1927, et de Weber, en 1933, étaient publiés. Ainsi, bien que des sujets ayant attiré à la science économique tiennent une place prédominante, des questions sociologiques portant sur la société grecque commencent à s'y introduire. Un autre événement qui a marqué l'histoire de la sociologie en Grèce dans cette période a été la création de deux chaires de sociologie dans les deux universités du pays, celle d'Athènes et celle de Thessalonique, même si la durée d'existence de celles-ci a été très courte. En effet, Avrotelis Eleutheropoulos<sup>7</sup> a été nommé professeur de sociologie à Thessalonique en 1926 et P. Kanellopoulos<sup>8</sup> à Athènes en 1929. Le premier avait effectué des études de philosophie en Allemagne et le deuxième, également en Allemagne, des études de droit et de science politique. Leur enseignement, malgré les différences théoriques et politiques qui les opposaient, était centré sur la sociologie allemande de l'époque et sur l'histoire des théories sociologiques. En revanche, la recherche sociale empirique n'était pas du tout abordée. Cependant leur carrière universitaire en Grèce en tant que sociologues s'est arrêtée avec la dictature de Metaxas en 1936, A. Eleutheropoulos ayant démissionné en 1937 et P. Kanellopoulos en 1935.

Nous pouvons donc constater que ce premier épisode de l'apparition de la sociologie en Grèce fut très bref. Malgré la création des deux premières chaires de sociologie à l'université, la discipline n'était pas encore suffisamment reconnue dans le monde intellectuel et universitaire pour pouvoir durer dans le temps. En outre, la sociologie a

d'abord été introduite en Grèce aux côtés d'un projet politique, celui de Papanastasiou. Par conséquent, quand ce projet a disparu et que le pessimisme et même les extrémismes des années 30 ont pris le dessus, la sociologie ne convenait plus à personne. Ainsi, ni les courants intellectuels de l'époque, ni les courants politiques ne reconnaissaient plus d'intérêt à la sociologie.

## 2. La sociologie dans l'après-guerre

Suite à la dictature de Metaxas de 1936, vient la deuxième guerre mondiale et l'occupation de la Grèce, elle-même suivie par une guerre civile qui divisera le pays jusqu'en 1949. La Grèce de « l'après guerre civile », comme est appelée la décennie 1950 dans l'historiographie moderne, est un pays profondément marqué par cette épreuve à tous les niveaux de la vie sociale et politique. La guerre civile<sup>9</sup> a eu, entre autres, pour conséquences idéologiques et politiques une forte répression à tous les niveaux de la vie sociale, comme l'éducation ou le travail, ainsi que l'institution d'un État de « discriminations »<sup>10</sup> par le biais de « certificats de pensée sociale » qui stigmatisaient tant des individus, que toute leur famille, suspectés d'appartenir à la gauche communiste. Or, ces certificats étaient indispensables pour toute sorte d'attestation, d'autorisation ou d'emploi demandés auprès de l'administration publique. Ainsi, les années 50 n'ont pas favorisé la réapparition des sciences sociales en Grèce où elles étaient considérées comme suspectes dans le contexte réactionnaire de l'époque.

Cependant, dès la fin des années 50, un certain assouplissement commence à apparaître petit à petit dans certaines institutions, suite à une forte croissance économique et au développement urbain. De

<sup>7</sup> Cf. J. Lambiri-Dimaki, *Ibid.*, p. 22 et A. A. Kyrtsis, *Pensée sociologique et idéologies modernisatrices pendant l'entre-deux-guerres grec*, Athènes, Nisos, 1996, pour la sociologie de l'entre-deux-guerres et plus précisément sur A. Eleutheropoulos p. 181-188.

<sup>8</sup> Cf. J. Lambiri-Dimaki, *Ibid.*, p. 24-27 et A. A. Kyrtsis, *Ibid.*, p. 188-214.

<sup>9</sup> C. Tsoukalas, *État, société et emploi dans la Grèce d'après-guerre*, Athènes, Thémelio, 1986, p. 15-52.

<sup>10</sup> C. Tsoukalas, *Ibid.*

même, nous remarquons, dans le même temps, le retour de Grecs qui se sont formés à l'étranger en sciences sociales<sup>11</sup> (mais aussi, majoritairement en économie), ce qui a permis de faire avancer une certaine problématique sociologique. Nous retrouvons alors, non pas dans les universités mais dans les Ecoles Supérieures d'Economie, de l'Industrie ou de l'Agriculture, les premiers enseignements de sociologie, effectués par des professeurs d'autres spécialités mais qui intègrent cette matière dans le cursus<sup>12</sup>.

A cette même époque, plus précisément en 1953, l'assemblée générale de l'UNESCO<sup>13</sup> décide d'inclure la Grèce dans son programme pour le développement de sciences sociales, décision qui aura comme résultat la mise en place d'actions de la part de l'UNESCO, surtout avec l'envoi d'« experts » en Grèce pour la promotion des sciences sociales et des recherches sociales. Cette initiative coïncide chronologiquement avec la « découverte » par des anthropologues britanniques du terrain grec et plus largement « méditerranéen » comme terrain de recherche.

L'État grec de son côté, dans le cadre de la coopération avec l'UNESCO, a été amené à prendre les mesures nécessaires à la création d'un centre de recherche en sciences sociales comme cela avait été proposé par l'UNESCO. Cependant, la mise en place de cette structure a pris du temps et n'a été finalement votée par le parlement qu'en 1959. Entre temps, plusieurs experts de l'UNESCO sont venus en

Grèce, en commençant par le professeur belge De Bie de l'université de Louvain en 1955, suivi par le directeur général adjoint de l'UNESCO Adissrehiah en 1956, qui a donné des propositions écrites au Ministre de l'Éducation sur les actions nécessaires pour le développement des sciences sociales en Grèce. Suite à ces propositions, le Ministre a décidé la constitution d'une Commission des Sciences Sociales qui aurait comme but « l'organisation et la direction du Centre grec des Sciences Sociales »<sup>14</sup>. A partir de ce moment là, on note le développement d'une plus grande activité liée à la formation de ce centre. En 1957, Henri Mendras vient en tant qu'expert de l'UNESCO en Grèce pendant une année au cours de laquelle il donne des cours de sociologie aux Ecoles Supérieures d'Athènes et organise par la suite deux enquêtes de terrain avec des étudiants, l'une à Megara (une petite ville près d'Athènes) et l'autre dans la région d'Épire<sup>15</sup>. Par la suite, au début de l'année 1959, Georges Gurvitch vient lui aussi à Athènes pendant quelques temps et soumet des propositions pour l'organisation d'un centre de recherches. Enfin, en 1959, Clemens Heller a été le dernier expert de l'UNESCO à venir en Grèce avant la création du centre.

Finalement, une loi est votée en 1959 pour la création du Centre des Sciences Sociales d'Athènes (KKEA)<sup>16</sup>. Cette institution commence à fonctionner en 1960 avec un budget très restreint et donc un personnel très réduit. John Peristiany<sup>17</sup> vient en tant

<sup>11</sup> J. Lambiri-Dimaki, *La sociologie...*, *op.cit.*, 1987, p. 35.

<sup>12</sup> J. Lambiri-Dimaki, *Ibid.* ; S. Sorokos, « Science sociale et recherche dans la Grèce d'après-guerre. La création du Centre de Recherches Sociales d'Athènes », in J. Lambiri-Dimaki (dir.), *Sciences sociales et avant-garde en Grèce 1950-1967*, Athènes, EKKE-Gutenberg, 2003, p. 395-402 ; H. Mendras, « Souvenirs d'un expert de l'UNESCO en Grèce », in J. Lambiri-Dimaki (dir.), *Ibid.*, p. 213-222.

<sup>13</sup> Voir à ce sujet le texte de M. Raphael, « Comment a été créé le Centre National de Recherches Sociales », in J. Lambiri-Dimaki (dir.), *Ibid.*, p. 223-237.

<sup>14</sup> M. Raphael, art. cit., p. 225, sur les détails administratifs et politiques de la création du Centre (KKEA).

<sup>15</sup> H. Mendras, art. cit.

<sup>16</sup> Pour plus de détails, voir M. Raphael, art. cit.

<sup>17</sup> Peristiany était né en Grèce, avait fait ses études secondaires à Chypre et ensuite ses études universitaires en Grande-Bretagne. Il est devenu professeur d'Anthropologie à l'université d'Oxford. Pour plus d'éléments biographiques voir S. Damianakos, M.-E. Handman, J. Pitt-Rivers, G. Ravis-Giordani, *Les amis et les autres. Mélanges en l'honneur de John Peristiany*, Athènes, EKKE, 1995

qu'expert de l'UNESCO cette année-là en Grèce et devient à cette date le directeur scientifique du Centre. Peristiany était alors professeur d'anthropologie sociale à l'université d'Oxford. Il avait fait des recherches au Kenya dans les années 30 et 40, avant de s'intéresser aux sociétés méditerranéennes et notamment de faire une enquête dans un village de montagne à Chypre. Cette « déviance » scientifique lui a valu une critique forte de la part de ses collègues et notamment d'Evans-Pritchard. Ce discrédit scientifique l'a alors probablement aidé à prendre sa décision de vivre en Grèce et de diriger le KKEA.

De plus, Peristiany, de par son habitus en même temps grec et cosmopolite, son statut de professeur en anthropologie reconnu et son expérience d'enquête de terrain en Grèce, avait les dispositions requises pour la position qu'il allait occuper. Au début, à cause des faibles financements, le Centre a surtout été un lieu de référence et d'accueil pour les chercheurs étrangers effectuant des recherches en Grèce. Les premières recherches organisées par des chercheurs étrangers avec l'aide d'enquêteurs grecs ont ouvert la voie pour des recherches de jeunes chercheurs grecs qui rentraient en Grèce souvent après une formation en sciences sociales à l'étranger.

Les conditions économiques du fonctionnement du Centre étaient extrêmement difficiles puisque le budget alloué par l'Etat suffisait à peine pour payer le loyer et le salaire du directeur. Ceci montre que la volonté de l'État envers cette institution naissante n'a pas été très forte en ce qui concerne son établissement en tant qu'organisme national de recherche sociale. Nous devons aussi rappeler ici que, hors la planification économique, il n'existait quasiment pas en Grèce de planification sociale. Ceci explique d'une certaine façon aussi le fait que l'État grec n'ait pas trouvé d'intérêt à participer plus activement à la création du Centre. Néanmoins, ce manque

d'intérêt étatique combiné avec l'esprit progressiste de Peristiany et de Goutos, membre du conseil d'administration et responsable des recrutements, ont permis le recrutement sans exigence de « certificat de pensée sociale » du personnel du Centre. Ceci a permis de former une équipe de travail constituée à sa majorité de personnes de gauche, même si tous les bords politiques étaient représentés. Le Centre est d'ailleurs décrit par les chercheurs de l'époque comme « un lieu de liberté et de débats »<sup>18</sup>.

Enfin, en ce qui concerne les activités scientifiques à proprement parler du Centre, plusieurs enquêtes ont été menées sous la direction de chercheurs grecs ou étrangers, des colloques internationaux ont été organisés et une revue a été publiée. Plus précisément, le premier chercheur étranger à travailler avec le centre a été l'anthropologue John Campbell. Déjà sur le terrain avant la création du Centre, il a ensuite travaillé en tant que directeur scientifique en remplaçant Peristiany pour quelques mois en 1962. Par la suite, le géographe français Bernard Kayser a effectué des recherches pendant deux ans en Grèce en coopération avec le Centre, de 1961 à 1962, dans le cadre de l'Aide Technique française. Suite à Kayser, d'autres géographes français sont venus faire des recherches : Guy Burgel en 1963, Pierre-Yves Pechoux en 1964 et Michel Sivignon en 1967. Le professeur Bernard Vernier est également venu en 1966 suite à une proposition de Pierre Bourdieu et de Clemens Heller.

Quant aux enquêtes menées durant cette période, elles ont été nombreuses et ont constitué les premiers travaux de recherche portant sur la société grecque contemporaine, ses caractéristiques et ses problèmes. Ces enquêtes portaient sur plusieurs sujets de sociologie, de géographie ou d'anthropologie sociale. Les méthodes d'enquête ont été

---

<sup>18</sup> Nous retrouvons cette expression dans plusieurs témoignages recueillis dans J. Lambiri-Dimaki (dir.), *op. cit.*

principalement les questionnaires passés par des enquêteurs travaillant au centre. Il s'agissait principalement de jeunes diplômés ou d'étudiants de la faculté de droit de l'Université d'Athènes, à la fois lieu de formation des élites et lieu d'enseignement se rapprochant le plus des sciences sociales, en absence d'un département de sciences sociales<sup>19</sup> indépendant. Les enquêteurs de ces premières recherches étaient des étudiants appartenant à des groupes plutôt progressistes au sein de la faculté de droit et/ou nécessitant un soutien financier pendant leurs études. Cette expérience les a initiés aux pratiques, méthodes et théories des sciences sociales, ce qui a poussé un certain nombre d'entre eux à effectuer des études en sciences sociales à l'étranger par la suite. Enfin, en ce qui concerne les chercheurs grecs du Centre, il s'agissait souvent soit de jeunes chercheurs, de retour de l'étranger, soit de doctorants en cours de thèse à l'étranger.

Les sujets de recherche ont été principalement liés aux mouvements de populations, très importants dans les années soixante à l'intérieur de la Grèce ou vers l'étranger, avec plusieurs recherches centrées sur l'urbanisation, l'immigration interne, saisonnière ou définitive ou même des monographies de banlieues d'Athènes, ou encore de communautés agricoles<sup>20</sup>. Mais il y a eu aussi des enquêtes de sociologie de l'éducation, une recherche sur la délinquance juvénile ainsi que la partie concernant la Grèce de l'enquête sur la fréquentation des

musées dirigée par Pierre Bourdieu<sup>21</sup>. Plusieurs publications ont résulté de ces recherches, surtout celles des étrangers ou celles qui étaient finies avant 1967 et ont pu être publiées dans la revue du Centre, « Pensée sociologique », dont seuls deux numéros ont finalement vu le jour<sup>22</sup>.

Durant les sept années d'évolution du Centre avant la dictature des Colonels, trois colloques internationaux ont été organisés par le KKEA à Athènes avec la collaboration du gouvernement, de l'UNESCO et de la Wenner Gren Foundation. Ces trois colloques intitulés « Colloques méditerranéens d'anthropologie sociale et de sociologie » ont eu lieu en 1961, 1963 et 1966<sup>23</sup>, avec un nombre croissant de participants et la formation en même temps d'un noyau dur de chercheurs qui y participaient depuis le premier. Au cours de ces colloques, il y a eu un effort de constitution d'une « sociologie méditerranéenne » basée sur les thèmes communs de recherche des sociologues et des anthropologues travaillant sur ce terrain.

A travers cet aperçu historique de la création, de l'organisation et des travaux accomplis par le KKEA entre 1960 et 1967, nous pouvons notamment remarquer qu'il s'est agi d'une institution proposée et même imposée par l'extérieur, par le biais de l'UNESCO, mais qui en sept ans seulement a réussi à s'imposer. En 1967, le KKEA employait soixante personnes (dont des diplômés d'universités étrangères en sociologie ou anthropologie sociale), publiait une revue, avait à son actif plus de vingt publications et

<sup>19</sup> Les termes sciences sociales et sociologie sont utilisés ici comme synonymes ou équivalents, comme c'était le cas à l'époque et à cause du fait que le centre s'appelait Centre des Sciences Sociales.

<sup>20</sup> Pour plus de détails sur les recherches menées par le Centre voir E. Argyriadou, « Chercheurs, recherches et organisation au Centre de Sciences Sociales d'Athènes (1959-1967) », in J. Lambiri-Dimaki (dir.), *op. cit.*, p. 256-258, où l'on trouve certaines informations malgré le manque d'archives et de données à cause de la dictature qui a détruit de nombreux documents.

<sup>21</sup> P. Bourdieu, A. Darbel, D. Schnapper, *L'amour de l'art*, Paris, Éd. de Minuit, 1966

<sup>22</sup> J. Lambiri-Dimaki, « Deux revues sociologiques d'avant-garde du milieu des années 50 et 60 : *Recherche Sociologique*, *Pensée Sociologique* », in J. Lambiri-Dimaki (dir.), *op. cit.*, p. 187-211.

<sup>23</sup> Ceux-ci font suite à un premier colloque organisé en 1959 en Autriche. Les actes des colloques de 1961 et 1963 ont été publiés mais malheureusement les événements politiques qui ont suivi n'ont pas permis la publication des actes du colloque de 1966.

d'autres en préparation, une bibliothèque de trois mille titres ainsi que trois colloques internationaux organisés à Athènes.

Le coup d'État du 21 avril 1967, qui installe au pouvoir la dictature des Colonels, a changé le cours de l'histoire des sciences sociales en Grèce. Le Centre représentait probablement trop de liberté de pensée et d'expression pour la dictature militaire qui s'est mise en place, notamment, comme nous l'avons déjà dit, à cause de la non obligation de ceux qui y travaillaient de présenter un certificat de bonne conduite morale et politique. Au cours des six premiers mois du nouveau régime, trois chercheurs du Centre ont été arrêtés et emprisonnés et d'autres sont partis à l'étranger<sup>24</sup>.

Avec la collaboration d'un des membres du centre, devenu plus tard ministre du régime, le centre a été « nettoyé ». Le conseil d'administration a été remplacé, les archives et les recherches en cours se sont volatilisées en une nuit. Pendant le septennat de la dictature, le centre a continué d'exister mais uniquement pour donner une image de stabilité à l'étranger. A la fin de 1967, Peristiany démissionna, la dictature que l'on croyait précaire s'installa et le Centre n'était plus le même : seuls les chercheurs étrangers continuaient leurs recherches en Grèce tout en servant souvent de lien entre les Grecs à l'étranger et ceux qui étaient restés.

Cet épisode de l'histoire de la sociologie en Grèce aura duré sept ans. Le KKEA, en tant que centre de sciences sociales a été avant tout un centre de recherche sociale appliquée qui a certes permis aux premières recherches sur la Grèce de voir le jour dans un cadre de légitimité institutionnelle mais en restant en dehors de l'université, du champ académique grec. Malgré la présence au conseil d'administration de professeurs, surtout des Ecoles Supérieures et non d'universités, le pas n'a pas été franchi pour la coopération de

cette institution avec l'université ou l'introduction à l'université de l'enseignement de la sociologie avec la création de chaires. Il semble évident que dans ce contexte la création d'un département de sociologie était encore moins envisageable. En outre, il ne s'agissait pas non plus dans le cas du KKEA d'un centre de recherche au service de l'État comme par exemple le Service National de Statistique (ESYE).

Ainsi, en reprenant le terme que Johan Heilbron<sup>25</sup> a utilisé pour les chercheurs du Centre d'Études Sociologiques (CES) en France entre 1946 et 1960, nous pouvons parler dans le cas des premiers chercheurs grecs d'une double exclusion : exclusion du champ universitaire et exclusion de la recherche au service de l'État.

Souffrant donc de cette double exclusion, la sociologie se heurte à de nombreuses difficultés pour pouvoir s'installer durablement dans le paysage scientifique grec. Ainsi, les chercheurs de la première institution de sciences sociales du pays sont confrontés à des problèmes tels que le manque de moyens économiques, de données statistiques et de réflexion théorique sur la discipline.

### **3. Après 1974. L'institutionnalisation des sciences sociales**

La chute de la dictature des Colonels et le rétablissement de la démocratie ouvrent la voie pour que l'institutionnalisation de la sociologie et des autres sciences sociales soit amorcée. Ceci se manifeste à plusieurs niveaux. En ce qui concerne l'enseignement, on notera tout d'abord la création de la première chaire universitaire de sociologie à la faculté de droit à Athènes en 1975, qui a été suivie par la création de chaires de sociologie dans plusieurs autres universités, pas seulement dans les facultés de droit mais aussi

<sup>24</sup> Les trois chercheurs arrêtés sont N. Voulelis, G. Notaras et V. Filias.

<sup>25</sup> J. Heilbron, « Pionniers par défaut ? », *Revue française de sociologie*, XXXII, 1991, p. 365-379

dans celles de sciences de l'éducation, de formation des instituteurs et autres.

Cependant, il n'existait pas encore de département autonome pouvant délivrer des diplômes de sociologie. Pour cela, il a fallu attendre 1984, date de la création du département de sociologie à l'université Panteion d'Athènes. Par la suite, un département de sociologie a été créé en 1984 à l'université de Crète ainsi qu'un département de « Sciences Sociales et Philosophiques » dans la même université. La création de ces départements s'inscrit dans le cadre de la réforme des universités de 1982 que le gouvernement du PASOK<sup>26</sup> a effectué. Cette réforme a favorisé la création de nouveaux départements universitaires ainsi que l'émergence de nouvelles universités. Dans une perspective de décentralisation, de plus petites unités universitaires se sont créées en province, alors qu'auparavant l'enseignement universitaire était délivré seulement à Athènes et Thessalonique. Panteion, qui jusqu'alors était une Ecole Supérieure de Sciences Politiques, a accédé au statut d'université et a accueilli le nouveau département de sociologie. Enfin, le troisième et dernier département de sociologie du pays jusqu'à aujourd'hui a été créé en 1999 à l'université de la Mer Egée, à Lesbos<sup>27</sup>. De plus, nous pouvons mentionner ici les deux départements d'anthropologie sociale créés en 1983 à l'université de la mer Egée et en 1989 à l'université de Panteion dans la mesure où ils font partie des départements des sciences sociales mais aussi à cause du fait qu'une partie du personnel enseignant est constitué de sociologues. Aujourd'hui, ces départements délivrent des diplômes mais ont aussi des départements d'études post-

universitaires ainsi que des directions et des soutenances de thèses de doctorat.

De plus, en même temps que l'institutionnalisation dans le champ universitaire par la création de chaires et ensuite d'un diplôme de sociologie, nous assistons également à la reprise de la recherche scientifique dans le cadre du Centre National des Recherches Sociales (EKKE). Plusieurs chercheurs en sciences sociales qui sont revenus de l'étranger après 1974 y ont travaillé. Plus tard, certains d'entre eux ont accédé à des postes de professeurs à l'université quand les possibilités d'accès à un poste universitaire ont augmenté avec la création des départements de sociologie. Au niveau de la recherche, des possibilités se sont ouvertes aussi dans certaines universités qui ont organisé des centres de recherche, ainsi qu'à l'Académie d'Athènes où en 1978 a été créé le Centre de Recherche sur la Société Grecque. En outre, l'entrée de la Grèce dans la Communauté Economique Européenne en 1981 a aidé le développement de la sociologie, non seulement à cause du besoin d'harmonisation des données sociales sur la Grèce avec celles des autres pays européens, mais aussi grâce à l'organisation d'activités de recherche européennes auxquelles les sociologues grecs pouvaient participer.

De même, depuis 1983, nous assistons aussi à l'introduction de l'enseignement de sociologie à la dernière classe du lycée en tant que matière obligatoire pour tous les élèves et qui faisait partie des matières à passer au concours d'entrée à l'université<sup>28</sup>. Cependant,

---

<sup>26</sup> Le Mouvement Socialiste Panhellénique au pouvoir depuis 1981.

<sup>27</sup> A ce sujet, voir J. Lambiri-Dimaki, *La sociologie...*, op. cit., 1987, p. 41-43 et J. Lambiri-Dimaki, *La sociologie...*, op. cit., 2002, p. 21-92.

---

<sup>28</sup> A l'époque, et jusqu'en 1999, il existait un concours national d'entrée à l'université alors qu'aujourd'hui il existe un examen national pour l'obtention du diplôme de fin d'études secondaires, similaire au système français du baccalauréat. Cependant, la sélection pour entrer à l'université se fait toujours par rapport aux notes obtenues à cet examen : un barème détermine la note minimum nécessaire pour intégrer chaque université. Ainsi, plus l'université est prestigieuse, plus la note exigée est élevée et inversement, les disciplines les moins valorisées nécessitent une note au concours de fin de lycée plus faible.

par la suite, la sociologie est devenue une matière obligatoire seulement pour une des quatre spécialisations de la dernière année du lycée et ne faisait plus partie des matières à passer pour entrer à l'université. Enfin, avec la réforme de 1999, la sociologie est devenue une matière optionnelle pour les élèves en section littéraire, décision qui a confirmé le mouvement de baisse des heures et donc des postes de sociologie dans les lycées. Un mouvement des enseignants de sociologie et plus précisément de l'Association des Sociologues Grecs a pourtant renversé cette tendance en réussissant le rétablissement de la sociologie en tant que matière obligatoire dans les lycées.

Nous devons tout de même noter que la création de départements de sociologie à l'université et la présence de la sociologie en tant que matière enseignée au lycée en Grèce n'effacent pas la position dominée de cette discipline, tant dans le champ de la recherche que dans le champ proprement universitaire. La recherche sociale a relativement avancé par rapport à ce qu'elle était pendant toute la durée du 20<sup>ème</sup> siècle mais elle reste très peu développée. Les données sociales sur la Grèce restent insuffisantes ainsi que les études menées dans plusieurs domaines. Enfin, la place dominée des départements de sociologie se traduit, d'une part, par la faible note demandée au baccalauréat pour y accéder et, d'autre part, par la faible valeur des diplômes de sociologie dans le marché du travail. Autrement dit, les diplômés en sociologie n'occupent que très rarement des postes de sociologues, mais leur diplôme a une valeur en tant que titre universitaire pour accéder à des postes dans la fonction publique.

En ce qui concerne la publication de revues spécialisées en sciences sociales, on doit mentionner la plus ancienne, c'est à dire la revue du EKKE qui s'intitule « Revue des Recherches Sociales ». De plus, en 1987, la revue « Nouvelle Sociologie » a publié son premier numéro et en 1989, nous assistons à l'apparition de la revue « Tribune des

Sciences Sociales » publiée au départ par l'université de Crète et par la suite par l'université de Thessalie<sup>29</sup>. A l'exception de la revue « Nouvelle sociologie », toutes les autres accueillent des articles de chercheurs appartenant à toutes les sciences sociales. Ceci constitue un des indicateurs de la faible autonomie institutionnelle de la sociologie en Grèce. Enfin, d'autres revues, comme « Sujets contemporains », revue intellectuelle abordant notamment des sujets en sciences sociales, ou « Citoyen », revue intellectuelle regroupant des articles d'intellectuels grecs de gauche sur des sujets divers comme la littérature, la philosophie, l'histoire mais aussi les sciences sociales, ont accueilli des articles de sociologues, bien qu'elles n'étaient pas exclusivement dédiées aux sciences sociales. Le processus d'institutionnalisation de la sociologie en Grèce a ainsi permis l'émergence d'un corps de chercheurs-enseignants en sociologie. Nous pouvons noter qu'aujourd'hui dans les six départements de sociologie (Panteion, Crète et Mer Egée), de sciences sociales (Crète) et d'anthropologie sociale (Panteion, Mer Egée), le personnel enseignant s'élève à plus ou moins 130 personnes. De même, au Centre National de Recherches Sociales (EKKE)<sup>30</sup>, parmi la soixantaine de chercheurs occupant un poste fixe, seize sont des sociologues et deux des anthropologues. Pour obtenir un chiffre complet, nous devons ajouter à ces effectifs les quelques chaires de sociologie dans les départements de droit, de sciences de l'éducation, de formation des instituteurs, ainsi que certains professeurs à la retraite et des chercheurs employés dans certaines autres institutions, comme le département de recherche de certaines banques par exemple. Cependant, ces données étant difficiles

<sup>29</sup> J. Lambiri-Dimaki, *La sociologie...*, *op. cit.*, 1997, p. 26-27.

<sup>30</sup> Données disponibles sur les sites internet des universités mentionnées et de EKKE : [www.panteion.gr](http://www.panteion.gr) , [www.aegean.gr](http://www.aegean.gr) , [www.uch.gr](http://www.uch.gr) et [www.ekke.gr](http://www.ekke.gr)

d'accès ou inexistantes en Grèce nous devons nous contenter de ces estimations.

Dans le but d'approfondir le questionnement sur les début de la sociologie institutionnelle en Grèce nous avons effectué dans le cadre de la préparation d'un DEA une enquête de terrain par entretiens auprès de quinze sociologues grecs. Les critères de choix de l'échantillon étaient, d'une part d'avoir soutenu une thèse de sociologie et d'autre part d'avoir accédé et avoir occupé un poste institutionnellement reconnu comme un poste de sociologue, c'est à dire un poste de professeur de sociologie à l'université ou de chercheur en sociologie au EKKE (Centre National de Recherches Sociales) ou dans un autre centre de recherche, pendant la première décennie de l'institutionnalisation de la discipline.

Suite à l'analyse des entretiens et des autres données recueillies nous pouvons décrire les caractéristiques principales des trajectoires de cette population et dresser ensuite une typologie de l'aboutissement actuel de ces trajectoires dans le champ sociologique grec. En règle générale, les sociologues de notre enquête sont issus de milieux sociaux favorisés, vivant principalement à Athènes. Ce constat est confirmé par le fait qu'un tiers d'entre eux ont suivi des études secondaires dans des établissements privés et que la quasi-totalité d'entre eux avaient suivi des cours de langues étrangères à l'extérieur de l'école. En ce qui concerne les premières études universitaires, on notera tout d'abord que parmi les quinze personnes interviewées dans le cadre de cette enquête, trois uniquement ont fait comme premières études universitaires des études en sciences sociales et ce en Grande-Bretagne. Les autres avaient fait des premières études de droit, d'ingénieur, de lettres ou d'économie. Ceci nous permet de constater le double recrutement des sociologues grecs, à la fois par des facultés du pôle dominant du champ universitaire grec, comme le droit ou l'école polytechnique et par le pôle dominé c'est-à-dire les facultés ou

écoles supérieures de sciences politiques et d'économie.

Un autre point important dans les trajectoires des sociologues grecs de cette période consiste en le fait qu'ils ont effectué leurs études de sociologie à l'étranger, puisqu'il n'existait pas de faculté de sociologie en Grèce. Cependant les études à l'étranger sont un phénomène très répandu en Grèce et s'expliquent par le besoin de la formation des élites d'un petit pays dominé ainsi que par la tradition grecque de la diaspora. Les études à l'étranger sont donc soit une formation initiale universitaire des héritiers des grandes familles bourgeoises, soit pour d'autres une sorte de « méta-cursus »<sup>31</sup> suite au premier diplôme universitaire obtenu en Grèce. Sur les quinze sociologues rencontrés cinq seulement, parmi les plus âgés ont effectué leurs premières études à l'étranger. Au total, ils sont partis étudier entre 1953 et 1980, six d'entre eux en France, cinq en Grande-Bretagne, trois en Allemagne et un aux Etats-Unis. Les raisons évoquées pour le choix du pays sont le plus souvent la connaissance de la langue, l'opinion de la famille sur le pays et parfois les conseils de professeurs ou de proches. Enfin, un dernier pôle d'attraction était lié à la situation politique grecque et l'organisation de la résistance de la diaspora, comme pendant la période de la dictature des Colonels à Paris.

Concernant la justification du choix de la sociologie en tant que discipline, la plupart évoquent la politique. Le politique est un des

---

<sup>31</sup> Voir à ce sujet, V. Karady, « La migration internationale des étudiants en Europe, 1890-1940 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 145, décembre 2002, p. 47-60, N. Manitakis, *L'essor de la mobilité étudiante internationale à l'âge des Etats-Nations. Une étude de cas : les étudiants grecs en France (1880-1940)*, Thèse de doctorat en histoire, EHESS, sous la direction de Gérard Noiriel, 2004 et N. Panayotopoulos, « Les 'Grandes Ecoles' d'un petit pays. Les études à l'étranger : le cas de la Grèce », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 121-122, 1998, p. 77-91.

facteurs les plus importants qui se dégagent dans leur récit et qui semble avoir joué un rôle en tant que déterminant à la fois endogène et exogène. Exogène dans le sens du contexte politique de l'époque, car à part les cinq premiers appartenant à la première génération et ayant fait des études dans les années 50, les autres ont commencé leurs études de sociologie à partir de 1965 pour les plus âgés et dans les années 70 pour les plus jeunes. La dictature en Grèce a alors beaucoup influencé les sociologues rencontrés car un tel régime politique entraîne, entre autres, une prise de conscience des limitations des libertés individuelles, notamment pour ses opposants. En même temps, les révoltes étudiantes en Europe et le marxisme en tant que grand courant de réflexion de l'époque ont aussi influencé la vision que ces jeunes, à l'époque, étudiants avaient des sciences sociales. En ce qui concerne enfin le déterminant endogène, ce serait plutôt l'envie que les agents éprouvaient de comprendre la société grecque et ce qui les entourait qui aurait été un moteur d'attraction vers la sociologie. De plus, la trajectoire vers la sociologie de chacun des agents rencontrés doit être mise en relation avec l'espace des possibles qui s'ouvrait à eux dans le contexte politique, historique, social et personnel qui a été le leur.

Afin de mieux comprendre ce trajectoires nous pouvons noter que presque tous ont travaillé durant leur thèse sur la Grèce, alors que seuls ceux qui travaillaient dans des laboratoires du pays d'accueil travaillaient sur des sujets liés au pays en question. Les relations sociales qu'ils entretenaient durant leur séjour d'études étaient principalement avec des Grecs et tous ils rentraient souvent en Grèce pendant leurs études sauf dans les cas où des raisons politiques les en empêchaient.

Dans le discours des agents concernant leur retour en Grèce après la fin de leur formation nous retrouvons des formules qui ressemblent à « je voulais rentrer pour aider le pays » et qui expriment le modèle même de

l'immigration étudiante grecque où l'étranger n'est que le passage obligé vers des carrières dans le cadre national. Après leur retour en Grèce la moitié des quinze sociologues commencent par travailler au EKKE en tant que contractuels et vivent dans une instabilité professionnelle et financière pendant les premières années de l'institutionnalisation de la discipline. En effet, ce n'est qu'après 1984 que la situation professionnelle de la plupart se stabilise que ce soit en tant que chercheurs au EKKE ou en tant que enseignants à l'université.

Aujourd'hui, nous pouvons en analysant leurs trajectoires jusqu'à maintenant, établir une typologie des statuts existants parmi ces quinze pionniers de la sociologie grecque universitaire. Afin d'établir cette typologie, trois indicateurs ont été pris en compte, l'âge au moment de l'obtention de la thèse, la durée de préparation de la thèse et le nombre de publications de livres, d'articles dans des revues spécialisées et d'articles dans les journaux. Ces facteurs coïncident également avec le capital social hérité et quelques autres facteurs déterminants. Ainsi, nous retrouvons trois statuts différents qui correspondent à positions différenciées à l'intérieur du champ sociologique grec. D'une part, nous avons les professeurs à l'université à Athènes, puis les chercheurs à Athènes et enfin les professeurs à l'université de Thessalonique. Pour mieux comprendre quelles sont les différences entre statuts nous pouvons par exemple dire que les professeurs à l'université à Athènes ont en moyenne obtenu leur thèse de doctorat plus jeunes que les chercheurs et ils ont préparé leur thèse en moins de temps que les chercheurs. Cela peut démontrer l'influence d'un plan de carrière des agents mais aussi les conditions requises pour accéder à des postes tels que professeur à l'université. En outre, les livres publiés sont nettement plus nombreux dans le cas des professeurs à l'université à Athènes que dans le cas des chercheurs. Ce constat, à défaut de pouvoir être interprété

comme un indicateur uniquement de prestige scientifique, peut nous éclairer sur le niveau du capital de notoriété intellectuelle des ces sociologues puisqu'une personne devient plus connue selon le nombre de livres qu'elle a publié mais aussi publiée plus facilement selon sa notoriété.

A travers ces quelques remarques et l'analyse des trajectoires des agents des premières années de l'institutionnalisation de la sociologie en Grèce se dresse le portrait d'une tradition nationale en sociologie naissante et qui est encore à ses début. Il s'agit d'une tradition nationale à faible production théorique mais qui tente avec le peu de moyens qu'elle possède de construire une réflexion et de rassembler des données sur la société grecque contemporaine tout en s'inscrivant dans les enjeux du champ universitaire grec.